IIe CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR LA

PROPHYLAXIE DE LA SYPHILIS

ET DES

MALADIES VÉNÉRIENNES

SOUS LE PATRONAGE DU GOUVERNEMENT BELGE

(BRUXELLES : Ier-6 SEPTEMBRE 1902)

ROYAL COLLEGE OF SURGEONS OF ENGLAND
LIBRARY

PROGRAMME

Digitized by the Internet Archive
in 2016

https://archive.org/details/b22416158

Bruxelles, le 15 février 1902.

Monsieur,

Conformément à la décision prise par l'Assemblée plénière de la Ire Conférence internationale pour la Prophylaxie de la Syphilis et des Maladies vénériennes, réunie à Bruxelles en 1899, nous avons l'honneur de vous faire connaître que la IIme Conférence internationale se tiendra à Bruxelles, cette année, du 1 au 6 septembre.

En dehors des Délégués des Gouvernements et des Municipalités, n'y prendront part que les Membres de la Société internationale de Prophylaxie sanitaire et morale et les personnes invitées.

Nous osons espérer que vous voudrez bien y assister et nous apporter le précieux concours de vos lumières et de votre expérience.

Vous trouverez ci-après le Programme des questions qui seront mises en discussion.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

LE COMITÉ PERMANENT :

JULES LE JEUNE, ministre d'État, avocat à la Cour de cassation.

ÉMILE BECO, secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, chargé de la Direction générale du Service de santé et de l'hygiène.

Dr DUBOIS-HAVENITH, agrégé à l'Université, membre du Conseil supérieur d'hygiène publique.

Pour les communications, s'adresser à M. le Dr DUBOIS-HAVENITH, secrétaire général, rue du Gouvernement-Provisoire, 19, à Bruxelles.

STATUTS

I. — Une IIme Conférence internationale pour la Prophylaxie de la Syphilis et des Maladies vénériennes s'ouvrira à Bruxelles, le lundi 1er septembre 1902.

II. — N'y prendront part que les Membres de la Société internationale de Prophylaxie sanitaire et morale et les personnes invitées.

III. — Seront invités :

1° Les délégués des gouvernements;
2° Les délégués des municipalités;
3° Des médecins, des jurisconsultes, des fonctionnaires et des sociologues ayant une compétence spéciale dans les questions d'hygiène et d'administration relatives à la prostitution et aux maladies vénériennes.

IV. — Les questions inscrites au programme officiel seront seules soumises à la discussion.

V. — Les langues officielles sont : le français, l'allemand, l'anglais et l'italien.

VI. — Pour la mise au point de chaque question du programme, il y aura deux ou trois rapporteurs.

VII. — Les comptes rendus des travaux de la Conférence seront publiés dans un volume spécial, par les soins du Comité.

VIII. — La durée de la Conférence sera de six jours, du 1er au 6 septembre.

IX. — Les adhésions et les demandes de renseignements seront adressées à M. le Dr Dubois-Havenith, secrétaire général, rue du Gouvernement-Provisoire, 19, à Bruxelles.

X. — Dans la séance d'ouverture de la Conférence, le Comité fera procéder à la nomination définitive des Président, Vice-Président et Secrétaire.

COLLEGE OF SURGEONS OF ENGLAND LIBRARY

IIe CONFÉRENCE INTERNATIONALE

POUR LA

PROPHYLAXIE DE LA SYPHILIS

ET DES

MALADIES VÉNÉRIENNES

SOUS LE PATRONAGE DU GOUVERNEMENT BELGE

(Bruxelles : Ier au 6 septembre 1902)

PROGRAMME

Le programme de la Conférence internationale qui s'est réunie à Bruxelles en 1899 pour étudier la prophylaxie de la syphilis et des maladies vénériennes avait pour objet :

I. — De constater, par des rapports généraux :

a. Le danger social de la syphilis;

b. Le danger social de la blennorragie;

c. La part qui revient à la prostitution dans la propagation de ces maladies;

d. La part qui revient, en dehors de la prostitution, aux autres modes de dissémination.

II. — De rechercher, par des enquêtes faites dans les différents pays, l'état de la prostitution, le degré de fréquence des maladies vénériennes, les moyens prophylactiques auxquels on a recours

pour en diminuer la propagation et en atténuer les ravages ; l'état des législations : dispositions légales et réglementaires, préventives ou répressives ; mesures d'assistance médicale et de surveillance policière ; hospitalisation ; enseignement, etc.

III. — De délibérer sur les six questions ci-après :

Ire Question. — Les systèmes de réglementation actuellement en vigueur ont-ils eu une influence sur la fréquence et la dissémination de la syphilis et des maladies vénériennes ?

IIe Question. — L'organisation de la surveillance médicale de la prostitution est-elle susceptible d'amélioration ?

IIIe Question. — Si l'on se place à un point de vue exclusivement médical, y a-t-il avantage à maintenir les maisons de tolérance ou vaut-il mieux les supprimer ?

IVe Question. — L'organisation administrative de la surveillance policière de la prostitution est-elle susceptible d'amélioration ?

Ve Question. — Par quelles mesures légales pourrait-on arriver à diminuer le nombre des femmes qui cherchent dans la prostitution leurs moyens d'existence ?

VIe Question. — Abstraction faite de tout ce qui touche à la prostitution, quelles mesures générales y aurait-il lieu de prendre pour lutter efficacement contre la propagation de la syphilis et des maladies vénériennes ?

*
* *

On peut affirmer que le *danger social des maladies vénériennes* a été démontré par la Conférence avec une évidence telle, que tout rapport ou tout débat nouveau à ce sujet serait superflu.

Quant aux *enquêtes* faites dans les différents pays, elles ont fourni d'innombrables renseignements qui, dans leur ensemble,

paraissent établir la propagation croissante des maladies vénériennes. Les statistiques sur lesquelles elles s'appuient sont toutefois fort incomplètes et souvent peu probantes. Aussi, cette insuffisance justifie-t-elle pleinement le vœu qui a été adopté par la Conférence, de voir dresser la statistique des maladies vénériennes sur des bases uniformes pour tous les pays.

*
* *

Quels que soient d'ailleurs le degré d'extension du fléau et le succès très variable des efforts accomplis par les pouvoirs publics dans les différents États pour en diminuer les ravages, le problème des remèdes à proposer — problème dont les termes essentiels ont été formulés dans les six questions que nous venons de reproduire — reste debout dans toute sa complexité.

Les travaux de la première Conférence ont entouré ces six questions de nombreux éléments de solution ; ils ont fait la lumière sur plusieurs points du plus haut intérêt; ainsi, il a été généralement admis :

1° Que l'intervention des pouvoirs publics comme réglementation de la prostitution, telle qu'elle s'est pratiquée, n'a pas donné de résultats d'une efficacité certaine ou du moins suffisante ;

2° Que la prostitution des filles mineures est la plus dangereuse et doit être l'objet des mesures les plus radicales;

3° Que l'organisation de l'enseignement de la vénéréologie dans les universités réclame des réformes;

4° Qu'en dehors de la prostitution, l'action des pouvoirs publics pourrait utilement s'exercer par la vulgarisation des notions relatives aux dangers individuels et sociaux de la syphilis;

5° Qu'il y a lieu d'établir la statistique des maladies vénériennes sur des bases uniformes pour tous les pays.

Partant des données qui précèdent, le Comité permanent de la Société internationale de prophylaxie sanitaire et morale présente pour la IIe Conférence le programme suivant :

I.

Prophylaxie publique.

Attendu, d'une part, que les pouvoirs publics ont le devoir de défendre la société contre la propagation des maladies transmissibles qui, par leur fréquence ou la facilité avec laquelle elles se répandent, offrent un danger public, et, d'autre part, qu'en dehors même du point de vue sanitaire, ils ont la mission de protéger les mineurs abandonnés de leur famille ;

A. — Quelles sont les mesures de prophylaxie publique à prendre, sous forme de dispositions légales, contre les maladies vénériennes, notamment en ce qui concerne les points suivants :

Relativement a la prostitution :

1° La prostitution des mineures ;
2° L'action des pouvoirs publics soit dans l'intérêt de la moralité et de la tranquillité publiques, soit au point de vue sanitaire ;
3° Les proxénètes et les souteneurs.

En dehors de la prostitution :

1° La protection des mineurs des deux sexes ;
2° L'organisation des secours dus par l'assistance publique

aux vénériens; — les devoirs des institutions de secours mutuels envers les vénériens;

3° L'allaitement par les nourrices; — la contagion par les sages-femmes et les gardes-couches; — la vaccination de bras à bras; — la contagion dans les usines, fabriques, ateliers, etc., par l'intermédiaire des instruments de travail; — les bureaux de placement; — la police des hôtels, lieux de logement, etc.

B. — Y a-t-il lieu d'appliquer les principes de la responsabilité civile et pénale à la transmission des maladies vénériennes?

II.

Prophylaxie individuelle.

Considérant que, si les pouvoirs publics ont à prendre des mesures de prophylaxie contre les maladies vénériennes, le devoir de se préserver incombe avant tout aux individus eux-mêmes, aux individus *sains* en évitant tout contact dangereux avec une personne ou un objet contaminés, aux individus *malades* en évitant ce qui, de leur part, peut contaminer les autres;

1° Quels sont les moyens de vulgarisation auxquels il convient d'avoir recours pour éclairer la jeunesse et le public en général sur les dangers individuels et sociaux de la syphilis et de la blennorragie, ainsi que sur les modes de contagion directe ou indirecte de ces deux maladies?

2° De quelle manière pourrait-on le mieux faciliter la prophylaxie individuelle à l'aide d'institutions hospitalières

(dispensaires, refuges, etc.) et de services médicaux destinés aux personnes des deux sexes atteintes de syphilis ou de blennorragie?

III.

Statistique.

Quelles sont les bases uniformes sur lesquelles il y a lieu d'établir la statistique des maladies vénériennes pour tous les pays?

IV.

Communications personnelles.

Conformément à la décision prise par la Ire Conférence, des communications personnelles pourront être présentées, avec l'assentiment du Comité, sur des points non prévus au Programme. — Une séance spéciale y sera consacrée.

PROGRAMM

Die erste in Brüssel 1899 zusammengetretene internationale Conferenz zur Prophylaxe der Syphilis und der venerischen Krankheiten hatte es sich zur Aufgabe gemacht :

I. — In zusammenfassenden Berichten hinzuweisen auf :

a. Die soziale Gefahr der Syphilis;

b. Die soziale Gefahr der Blenorrhoe;

c. Die Bedeutung der Prostitution für die Verbreitung der venerischen Krankheiten;

d. Die Bedeutung der neben der Prostitution für die Verbreitung der venerischen Krankheiten in Betracht kommenden Momente.

II. — Durch in den verschiedenen Ländern angestellte Nachforschungen zu untersuchen *den Stand der Prostitution,* die *Häufigkeit der venerischen Krankheiten,* die *prophylaktischen Mittel* welche geeignet seien, ihr Umsichgreifen zu verringern und die Verheerungen abzuschwächen; den *Stand der Gesetzgebung :* gesetzliche und polizeiliche Anordnungen präventiver oder repressiver Art; *ärztliche Maassnahmen; polizeiliche Ueberwachung; Hospitalpflege; Unterricht,* u. s. w.

III. — Zu berathen über folgende sechs Fragen :

1. Hat die Art der gegenwärtigen *Reglementirung* einen Einfluss auf die Häufigkeit und Verbreitung der Syphilis und der venerischen Krankheiten?

2. Kann die Organisation der *ärztlichen Ueberwachung* der Prostitution verbessert werden?

3. Ist es vom ausschliesslich *medizinischen* Standpunkt aus betrachtet vortheilhafter, die *öffentlichen Häuser* bestehen zu lassen oder sie aufzuheben?

4. Ist die *administrative Organisation* der polizeilichen Aufsicht zu verbessern?

5. Durch welche gesetzliche Maassnahmen kann man die Zahl der Frauen verringern, die in der Prostitution ihre Existenzmittel suchen?

6. Abgesehen von Allem, was die Prostitution betrifft, welche *allgemeinen Maassnahmen* könnte man anwenden, um wirksam gegen die Verbreitung der Syphilis und der venerischen Krankheiten zu kämpfen?

* * *

Zweifellos ist die soziale Gefahr der venerischen Krankheiten durch die Conferenz mit einer solchen Klarheit gezeigt worden, dass jeder neue Bericht oder jede neue Debatte über diesen Gegenstand überflüssig ist.

Was die in den verschiedenen Ländern gemachten Enqueten betrifft, so haben sie zahllose Aufschlüsse ergeben, die insgesammt eine wachsende Verbreitung der venerischen Krankheiten festzustellen scheinen. Die *Statistiken,* auf die sie sich stützen, sind jedoch sehr unvollständig und oft wenig beweisend. Diese Unzulänglichkeit führte daher zu dem von der Conferenz ausgesprochenen *Beschluss, die Statistik der venerischen Krankheiten auf eine für alle Länder gleiche einheitliche Basis gestellt zu sehen.*

* * *

Wie stark nun die Verbreitung der venerischen Krankheiten und wie gross der Erfolg der prophylactischen behördlichen Maassnahmen in den verschiedenen Ländern auch sei, *die Aufgabe, Mittel zur weiteren Besserungvorzuschlagen* — eine Aufgabe, deren wesentliche Punkte in den oben citirten vorgelegten sechs Fragen formulirt worden sind — *bleibt in ihrer Vollständigkeit bestehen.*

Die Arbeiten der 1. Conferenz haben für diese sechs Fragen zahlreiche Aufschlüsse ergeben und mehrere Punkte von grösster Wichtigkeit klar gemacht; so ist allgemein angenommen worden :

1. Dass das Eingreifen durch behördliche Maassnahmen in der Form der Prostitutions-Reglementirung, so wie *jetzt* sie ausgeübt wird, keine sicheren oder wenigstens keine genügenden Resultaten ergeben hat;

2. Dass die Prostitution der Minderjährigen die gefährlichste ist und zum Gegenstand durchgreifender Maassnahmen gemacht werden muss;

3. Dass die Organisation des Unterrichts der venerischen Krankheiten an den Universitäten Reformen erfordert;

4. Dass ausserhalb der Prostitution die Thätigkeit des Staates sich nützlich erweisen könnte durch möglichste grosse Verbreitung der Kenntnisse, die individuellen und sozialen Gefahren der Syphilis betreffend;

5. Dass die Statistik der venerischen Krankheiten in allen Ländern auf gleichmässigen Grundlagen durchzuführen sei.

Ausgehend von dem Vorangegangenen stellt das permanente Comité der internationalen Gesellschaft für sanitäre und moralische Prophylaxe für den 2. Congress folgendes Programm auf:

I.

Oeffentliche Prophylaxe.

Vorausgesetzt, dass der Staat einerseits die Pflicht hat, die Gesellschaft gegen die Ausdehnung aller ansteckenden Krankheiten, die durch ihre Häufigkeit und durch die Leichtigkeit, mit der sie sich verbreiten, eine öffentliche Gefahr bieten, zu schützen, und dass er andererseits ausser dem sanitären Gesichtspunkt die Aufgabe hat, die von ihrer Familie verlassenen Minderjährigen zu beschützen;

A. — *Welche allgemein-prophylaktischen Maassnahmen und zwar in Form von gesetzlichen Bestimmungen sind zu ergreifen.*

a) Mit Bezug auf die Prostitution und zwar:

1. betreffs der Prostitution der Minderjährigen;
2. im Interesse der Moralität und der öffentlichen Ruhe, wie der öffentlichen Gesundheitspflege;
3. Gegen das Kuppler- und Zuhälterwesen.

b) Ausserhalb der Prostitution und zwar:

1. betreffend den Schutz der Minderjährigen beider Geschlechter;
2. mit Beruf auf eine Organisation einer kostenlosen Behandlung und Pflege venerisch-Kranker aus öffentlichen Mitteln; Einrichtung von Versicherungs-Anstalten und Krankenkassen;
3. betreffend die Beaufsichtigung des Ammenwesens; — die Ansteckung durch Hebammen und Wärterinnen; — die Vaccination; — die Ansteckung in Werkstätten, Fabriken, Ateliers, u. s. w., durch Vermittlung von Werkzeugen; — die Stellen-Vermittlungs-Bureaus; — Beaufsichtigung der Geschäfts- und Wohnräume, u. s. w.

B. — *Erscheint es geeignet, die Uebertragung einer venerischen Krankheit nicht nur strafrechtlich, sondern auch civilrechtlich zu verfolgen bezw. zu bestrafen?*

II.

Individuelle Prophylaxe.

Wenn wir davon ausgehen, dass ebenso wie die *staatlichen und öffentlichen Behörden* prophylactische Maassregeln gegen die Verbreitung der venerischen Krankheiten zu ergreifen haben, auch die *einzelnen Individuen* die Verpflichtung haben, an diesen Bestrebungen sich zu betheiligen und zwar die *Gesunden*, indem sie jede Berührung mit verdächtigen oder bereits infizirten Personen oder Gegenständen vermeiden, die *bereits Kranken*, indem sie ihrerseits Alles vermeiden, was eine Uebertragung auf Andere ermöglichen könnte;

1. Welche Mittel kann man anwenden, um die dazu nothwendigen *Kenntnisse* unter dem Publikum im allgemeinen und besonders unter der Jugend betreffs der individuellen und allgemeinen Gefahr der venerischen Krankheiten und über die direkten und indirekten Ansteckungsweisen derselben zu verbreiten?

2. Auf welche Weise kann man am leichtesten die *individuelle Prophylaxe* durch Einrichtung von Heil-, Behandlungs- und Pflegestätten, und zwar für Personen *beiderlei* Geschlechts, in die Wege leiten?

III.

Statistik.

Welches sind die gleichmässigen Grundlagen auf welchen eine für *alle* Länder brauchbare *Statistik* der venerischen Krankheiten ermöglicht würde?

IV.

Angemeldete Mittheilungen.

Entsprechend dem Beschluss der 1. Conferenz können, mit Zustimmung des Comité's auch Mittheilungen, welche nicht in unmittelbaren Zusammenhang mit dem von Comité aufgestellten Programm stehen, zum Vortrag gebracht und zur Diskussion gestellt werden.

Alle diese Vorträge werden in einer besonderen Sitzung, soweit die Zeit reicht, zur Verhandlung gelangen.

PROGRAMME

The programme of the International Congress, held at Brussels in 1899 to consider the prophylaxis of syphilis and venereal diseases, had for its aim

I. — To prove by testimony received :

a. The social danger of syphilis;

b. The social danger of gonorrhœa;

c. The share taken by prostitution in spreading these diseases;

d. Other causes, besides prostitution, of the dissemination of disease.

II. — To investigate by enquiries held in different countries, the position of prostitution; the degree of frequency of venereal diseases; the prophylactic measures resorted to with a view of diminishing their spread and lessening their ravages; to consider the state of legislation, and the various legal provisions and regulations, whether preventive or repressive; the measures for medical treatment and police supervision; hospital accommodation; the care of patients, etc.

III. — To discuss the following six questions :

1. Have the systems of regulation now in existence had any influence on the frequency or the spread of syphilis and venereal diseases?

2. Is the organisation of the medical supervision of prostitution capable of improvement?

3. Looking at the subject from a purely medical point of view, is it advisable to countenance the existence of brothels or to suppress them?

4. Is the organisation of the police supervision of prostitution capable of improvement?

5. By what legal measures can the number of women who earn their living by prostitution be diminished?

6. Leaving prostitution out of the question, what general measures can be adopted to efficiently cope with the spread of syphilis and venereal diseases?

⁂

It may be confidently stated that the social danger of venereal diseases was so abundantly proved by the Conference that any further discussion on this topic would be superfluous.

Enquiries made in different countries have furnished innumerable proofs establishing the increasing frequency of venereal diseases, but the statistics on which these proofs were based were often incomplete and unconvincing; this want of system fully justifies the vote adopted by the Conference that the statistics of venereal diseases shall be arranged on the same plan in every country.

⁂

The six questions formulated above constitute the important problem as to the measures to be recommended with a view of diminishing the ravages of these diseases.

The labours of the former Conference threw light on many points of importance, and led up to the following conclusions :

1. That the intervention of public authorities in the regulation of prostitution has not brought about any satisfactory result;

2. That the prostitution of young girls is the most dangerous and ought to be the object of the most radical measures;

3. That the organisation of instruction in the subject of venereology in the Universities calls for some reform ;

4. That apart from prostitution, the action of public bodies might easily be exercised to familiarise the community with the dangers of syphilis, both individual and social;

5. That the statistics of venereal diseases should be placed on a uniform basis in every country.

Leaving the consideration of the above mentioned facts, the permanent Committee of the International Society for sanitary and moral prophylaxis puts forward the following programme for the second Conference :

I.

Public Prophylaxis.

Whereas, on the one hand, it is the duty of the public authorities to safeguard society against contagious diseases, which, by their frequency and by the facility with which they are spread, constitute a public danger; and while on the other hand, quite apart from the sanitary point of view, it is their mission to protect minors abandoned by their parents;

A. — What measures of public prophylaxis, under the form of legal provisions, should be taken against venereal diseases, specially with reference to the following points :

Relatively to prostitution :

1. The prostitution of minors;
2. The action of public bodies whether in the interest of public morality and tranquillity, or from a sanitary point of view;
3. Procurers and bullies.

Not associated with prostitution :

1. The protection of minors of both sexes;
2. The organisation of measures of relief for those suffering from venereal diseases; the duties of charitable institutions to those so suffering;
3. Suckling by wet nurses; — contagion by midwives and nurses; — arm to arm vaccination; — contagion in factories and workshops by means of instruments of labour; — registry offices, etc.

B. — Is it necessary to apply the principles of civil and penal responsibility for the transmission of venereal diseases?

II.

Individual Prophylaxis.

Taking into consideration that if the public authorities have to take prophylactic measures against venereal diseases, the duty of self-preservation is incumbent on every one; on the healthy, by the avoidance of all dangerous contact with an infected subject, and on the diseased by avoiding the possibility of infecting others;

1. Wat are the best means of enlightening the youth and the general public on the social and individual dangers of syphilis and gonorrhœa, as well as the methods of contagion of these two diseases, direct or indirect?

2. How can one best facilitate individual prophylaxis by means of charitable institutions (dispensaries, refuges, etc.) and the medical treatment of patients of both sexes suffering from syphilis or gonorrhœa?

III.

Statistics.

What should be the uniform basis on which the statistics of venereal diseases in all countries should be formulated?

IV.

Personal Communications.

In conformity with the decision of the 1st Conference, personal communications may be introduced, with the consent of the Committee on subjects not dealt with in the Programme, and a special sitting will be devoted to their consideration.

PROGRAMMA

Il programma della Conferenza internazionale, che si è tenuta a Brusselle nel 1899 per istudiare la profilassi della sifilide e delle malattie veneree aveva per oggetto :

I. — Di constatare per mezzo dei rapporti generali :

a. Il danno sociale arrecato dalla sifilide;

b. Il danno sociale arrecato dalla blenorragia;

c. La parte che spetta alla prostituzione nel propagarsi di queste malattie.

II. — Di ricercare, da indagini fatte nei diversi paesi, lo stato della prostituzione, il grado di frequenza delle malattie veneree, i mezzi profilattici, ai quali si deve ricorrere per diminuerne la propagazione e di attenuarne i danni; lo stato delle legislazioni : disposizioni legali e regolamentari preventive o repressive; misure di assistenza medica e di sorveglianza di polizia; soggiorno degli ammalati negli ospedali; insegnamento.

III. — Di deliberare sulle seguenti sei questioni :

Iª Quistione. — I sistemi di regolamento attualmente in vigore hanno essi una influenza sulla frequenza e disseminazione della sifilide e delle malattie veneree?

IIª Quistione. — L'organizzazione della sorveglianza medica sulla prostituzione è essa suscettibile di miglioramento?

IIIª Quistione. — Dal punto di vista esclusivamente medico, giova mantenere o sopprimere le case di tolleranza?

IVª Quistione. — L'organizzazione amministrativa della sorveglianza di polizia sulla prostituzione è essa suscettibile di miglioramento?

Va Quistione. — Con quali misure legali si potrebbe arrivare a diminuire il numero delle donne, che cercano nella prostituzione i loro mezzi di sussistenza.

VIa Quistione. — Fatta astrazione da tutto ciò che riguarda la prostituzione, quali misure generali si dovrebbero adottare per combattere efficacemente il propagarsi della sifilide e malattie veneree?

* * *

Si può affermare che il danno sociale arrecato dalle malattie veneree è stato dimostrato dalla Conferenza con una tale evidenza, che qualunque nuovo rapporto o dibattito su questo soggetto sarebbe superfluo.

Quanto alle indagini fatte nei diversi paesi, esse sono fornite d'innumerevoli informazioni, che, nel loro insieme pare stabiliscano il crescente propagarsi delle malattie veneree. Le statistiche sulle quali esse si appoggiano sono tuttora incomplete e soventi poro chiare. Così, questa insufficienza giustifica pienamente il desiderio espresso dalla Conferenza di vedere che la statistica delle malattie veneree sia fatta su basi uniformi per ogni paese.

* * *

Del resto quale che sia il grado d'estensione del flagello il successo molto variabile degli sforzi compiuti dai poteri pubblici nei diversi Stati per diminuirne i danni, il problema dei rimedi a proporsi, — problema, di cui i termini essenziali sono stati formulati nelle 6 quistioni testé citate, — resta fermo nella sua complessità.

I lavori della prima Conferenza si sono aggirati intorno a queste 6 quistioni di numerevoli elementi di soluzione; essi hanno fatto luce su parecchi punti del più alto interresse; così è stato generalmente ammesso:

1a Che l'intervento dei poteri pubblici come regolamentazione della prostituzione, tale quale è essa pratticata, non ha dato dei resultati d'una certa od almeno sufficiente efficacia;

2a Che la prostituzione delle giovani minorenni è la più dannosa, e deve essere quendi l'oggetto delle più radicali misure;

3a Che l'organizzazione dell'inseguamento della venereologia nelle Università richiede delle riforme;

4a Che al di fuori della prostituzione, l'azione dei poteri pubblici potrebbe utilmente esercitarsi rol render volgari delle coguizioni relative ai danni individuali e sociali della sifilide;

5a Che bisogna stabilire la statistica delle malattie veneree su basi uniformi per ogni paese.

Partendo da questi dati, il Comitato permanente della Società internazionale di profilassi sanataria e morale presenta per la 2ª Conferenza il seguente programma :

I.

Profilassi pubblica.

Atteso, da una parte, che i poteri pubblici hanno il dovere di difendere la società contro il propagarsi delle malattie trasmissibili, le quali, per la loro frequenza o facilità, con cui esse si propagano, offrono un pubblico danno, e, d'altra parte, che anche al difuori del punto di vista sanitario, essi hanno la missione di proteggere le minorenni abbandonate dalla loro famiglia ;

A. — Quali sono le misure di profilassi pubblica da prendere, sotto forma di disposizioni legali contro le malattie veneree, specialmente in ciò che concerne i punti seguenti :

Relativamente alla prostituzione :

1ª La prostituzione delle minorenni ;
2ª L'azione dei poteri pubblici sia nell' interesse della moralità e pubblica tranquillità, sia dal punto di vista sanitario ;
3ª I ruffiani ed i souteneurs.

Al di fuori della prostituzione :

1ª La protezione dei minori di ambo i sessi ;
2ª L'organizzazione dei soccorsi dovuti dall' assistenza pubblica alle persone affette da malattie veneree ; — i doveri delle instituzioni di mutui soccorsi verso dette persone.
3ª Gli uffizi d'impiego controllo degli Alberghi, luoghi d'allogio, etc.
4ª L'insegnamento della Venereologia nelle Università.
5ª L'allattamento per mezzo delle nutrici ; il contagio per le levatrici, e le persone che accudiscono alle puerpere ; la vaccinazione da braccio a braccio ; il contagio negli stabilimenti, fabbriche, officine per mezzo di strumenti di lavoro, etc.

B. — V'ha luogo ad applicare i principi della responsabilità civile e penale a quelli che trasmettono malattie veneree ?

II.

Profilassi individuale.

Considerando che se i pubblici poteri hanno da prendere delle misure di profilassi contro le malattie veneree, incombe il dovere agli individui stessi, di preservarsi innanzi tutto evitando ogni contatto dannoso con una persona od un oggetto contaminato, agli individui ammalati evitando ciò che, dalla loro parte, passa contaminare gli altri.

1. Quali sono i mezzi di rendere volgari le cognizioni delle malattie veneree, ai quali conviene risorrere perché la gioventri ed il pubblico in generale sia sonscio dei danni individuali e sociali provenienti dalla sifilide e dalla blenorragia, e cosi anche sui modi di contagio diretto o indiretto di queste due malattie?

2. In qual modo si potrebbe meglio facilitare la profilassi individuali merie istituzioni ospitaliere (dispensarii, asili, etc.) e di assistenze mediche destinate alle persone di ambo i seni affette da sifilide o da blenorragia.

III.

Statistica.

Quali sono le basi uniformi, sulle quali bisogna stabilire la statistica delle malattie veneree per ogni paese?

IV.

Comunicazioni personale.

Conforme alla decisione presa dalla II Conferenza, comunicazioni personali potranno essere presentate, col consentimento del Comitato, su questioni non prevedute nel programma. A tale scopo sarà una speciale seduta.